

La Question d'Orient et les Puissances

Christian Rakovsky

Source : « La Revue de la Paix », novembre 1908, pp. 245-252. Notes MIA.

I.

Les événements en Orient ont pris une tournure plus pacifique. On considère qu'il n'existe plus cette menace de guerre immédiate qui pendant quelque temps a jeté l'alarme à travers toute l'Europe.

Pourtant, ce serait faire preuve d'un optimisme exagéré que de ne pas garder un certain scepticisme par rapport à l'avenir¹. Non seulement les conflits que les derniers changements soulevèrent ne sont pas encore complètement aplanis, mais mêmes s'ils recevaient une solution satisfaisante cela ne signifierait pas encore la fin du redoutable problème d'Orient. Or tant qu'il reste en suspens, des événements imprévus peuvent surgir et provoquer de nouvelles complications.

La question qui se pose donc est de savoir si les derniers changements dans les Balkans ont avancé la solution de ce problème et dans quelle mesure. Les deux termes du problème oriental étant d'un côté la faiblesse et l'anarchie intérieure de la Turquie et de l'autre l'impérialisme des grandes puissances et petites puissances, nous allons rechercher dans quels rapports se trouvent actuellement ces deux facteurs et quelle influence ont exercées sur eux les événements récents.

II.

Le parti réactionnaire en Turquie cherche à exploiter contre le nouveau régime² les actes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie. En réalité ils font partie de la liquidation de l'ancien régime. Sans entrer ici dans l'examen de ces actes et en ne les considérant que dans leur rapport avec la révolution turque, loin de témoigner contre elle, ils nous fournissent plutôt une preuve indirecte de sa force et de sa vitalité. Si la Bulgarie et l'Autriche jusqu'à ces derniers temps menaçaient l'autorité, d'ailleurs absolument fictive, du sultan sur la Roumélie orientale³ et la Bosnie et Herzégovine, c'était dans l'intention unique d'obtenir de nouvelles concessions. Avec l'avènement du nouveau régime en Turquie cet espoir étant déçu – on parla même de reprendre la concession accordées à l'Autriche pour la construction de la ligne du Sandjac – ces deux États se sont empressés de rompre avec la politique des ménagements.

Ainsi donc l'intérêt de l'empire ottoman et de la paix en Orient exige que la révolution inaugurée en Turquie triomphe définitivement. Les échecs plutôt apparents que réels que la Turquie a subis au point de vue extérieur ne doivent pas éloigner les jeunes-Turcs de la voie qu'ils se sont tracée. Ce n'est pas en

1 La première « guerre balkanique » contre l'empire turc éclata effectivement 4 ans plus tard, en octobre 1912.

2 En juillet 1908 avait eu lieu la révolution politique du parti nationaliste et réformiste dit « jeune-Turc ».

3 Région qui correspond au sud-est de la Bulgarie actuelle.

se laissant influencer par les excitations chauvines des réactionnaires ou par leur propre désespoir et ressentiment que les jeunes-Turcs réussirent dans leur œuvre patriotique, mais au contraire en cherchant à étendre les libertés et les droits dont doivent jouir tous les citoyens ottomans et en se gardant surtout de faire retomber sur les chrétiens de Turquie la responsabilité des menées des États voisins.

Malgré leur admirable tact et leur bon sens les jeunes-Turcs ont commis, ou plutôt ils ont laissé se commettre, quelques erreurs très fâcheuses. L'incident avec Gueschoff – cet agent diplomatique de la Bulgarie qui fut évincé d'un dîner diplomatique – fut une de celles-là. Il se peut que la Bulgarie eût proclamé son indépendance sans attendre un prétexte, mais le gouvernement turc n'en reste pas moins coupable devant l'histoire d'avoir commis une maladresse en fournissant ce prétexte. Le fait une fois consommé, le grand vizir Kamil Pacha⁴ en augmentait encore la gravité en faisant des commentaires déplacés où le représentant diplomatique bulgare était assimilé à un fonctionnaire turc.

Quelle nécessité y avait-il d'infliger cette humiliation à la Bulgarie, de souligner sa dépendance qui de fait et avec le consentement turc lui-même, avait cessé d'exister depuis longtemps ?

En tous cas ce n'est pas d'un régime qui déclarait inaugurer l'ère de paix et de droit qu'on devait s'attendre à un tel acte qui était en même temps une atteinte aux droits d'un autre peuple et un défi d'autant plus déplacé que la Turquie ne pouvait faire face aux complications qui allaient se produire.

Si nous avons insisté davantage sur cet incident, c'est qu'il démontre la force encore active du parti réactionnaire en Turquie. Les jeunes-Turcs eux-mêmes ont attribué l'incident avec Gueschoff au mauvais vouloir du sultan. Dans plusieurs correspondances, publiées par divers journaux, on a relaté même les détails de cette intrigue montée à Ildiz-Kioske⁵ par le sultan dans le but de nuire au nouveau régime libéral.

Mais ce réveil du pouvoir absolu et la complaisance qu'il trouve dans certaines sphères dirigeantes de la Turquie sont de très mauvais augure ; il menace de jeter l'impopularité sur les jeunes-Turcs qui doivent payer pour les fautes voulues de leurs ennemis.

Un autre danger pour le parti jeune Turc découle de la tutelle financière et économique que l'Europe exerce sur la Turquie. Le régime absolutiste qui vivait du jour au lendemain par toute sorte d'expédients pouvait s'accommoder de cette tutelle qui lui accordait juste les moyens nécessaires pour prolonger son agonie. Mais le régime actuel ne pourrait subsister qu'à condition de relever l'état économique de la nation. Or une telle politique est paralysée d'avance par les capitulations⁶ et le régime douanier qui mettent la Turquie à la discrétion du capitalisme étranger.

On sait qu'il fallait de longs pourparlers pour permettre à la Turquie d'élever les droits de douane de 8 % *ad valorem* à 11 %. C'est un état anormal qui met l'empire ottoman dans un état d'infériorité et c'est avec raison que les jeunes-Turcs demandent à la prochaine conférence internationale, dont on projette la réunion, de délivrer leur pays de la tutelle étrangère. Jusqu'à quel point iront les concessions des grandes puissances, il est maintenant difficile de le prévoir, mais l'indépendance économique de la Turquie est une des conditions indispensables de sa consolidation politique.

III.

Examinons maintenant l'autre terme du problème oriental : la politique impérialiste des puissances. Pendant tout le XIXe siècle, c'est la Russie qui personnifiait la politique de conquête en Orient. Le

4 Mehmed Kamil Pasha (1833-1913), homme d'État étiqueté comme « libéral » et anglophile, nommé à plusieurs reprises Grand Vizir (chef du gouvernement) de l'empire Ottoman.

5 Le Palais du Sultan (le souverain) de l'empire ottoman.

6 Les Capitulations étaient une série de concessions arrachées par les puissances européennes à un Empire ottoman affaibli et qui accordaient une série de droits et de privilèges à leurs ressortissants résidant dans les possessions ottomanes.

problème d'Orient lui-même se réduisait à l'antagonisme entre l'empire des tzars d'un côté et la coalition des puissances européennes de l'autre. Par suite de certains événements, dont la guerre russo-japonaise⁷ est le principal, la Russie fut rejetée au second plan et c'est maintenant l'Autriche-Hongrie qui a pris sa place.

Il est vrai que ce n'est pas pour la première fois que l'Autriche tend sa main vers la proie turque. Il y a déjà à peu près quarante ans que, battue en Allemagne et en Italie, elle a tourné les yeux vers la Péninsule balkanique. Des diplomates adroits, comme le comte Andrassy⁸, surent profiter des circonstances favorables pour faire triompher cette politique de la poussée vers l'Est. L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine fut un de ces succès. Plus tard, durant toute la période qui s'est écoulée après la guerre turco-russe de 1877-1878, la diplomatie autrichienne, en se servant tour à tour de la menace et de l'amitié, a réussi à devenir l'arbitre dans les Balkans. Les exposés annuels que le ministre des Affaires étrangères de la monarchie dualiste faisait devant les Délégations, devinrent une sorte d'ordre du jour militaire où on distribuait des louanges ou des blâmes à l'adresse de tous les États balkaniques.

L'Autriche a réussi à les attirer tous dans l'orbite de sa politique. La Roumanie fut forcée – ce fait est presque certain malgré le démenti du gouvernement roumain – de conclure avec elle une alliance militaire, la Serbie fut réduite à l'impuissance et rendue économiquement sa tributaire par une guerre douanière. Le Monténégro, par le fait de toutes ses principales voies de communication – comme c'est le cas de la Serbie du reste – est lui aussi à la merci de l'Autriche. La Bulgarie, un peu plus éloignée que les autres États balkaniques du voisinage de l'Autriche, a pu se soustraire un certain temps à l'influence autrichienne. Émancipée de la tutelle russe par la révolution du 6 septembre 1885, elle vécut pendant un certain temps avec l'appui de l'Angleterre. C'est ce moment qu'a choisi la diplomatie de Ballpaty pour jeter sur la principauté son gendarme, le roi Milan, qui déclara la guerre pour rétablir l'équilibre détruit à la suite de l'union de la Bulgarie du sud (ancienne Roumélie orientale) à la Bulgarie du nord, la principauté.

La guerre ayant été favorable pour le roi Milan, l'Autriche lui vint en aide. Coïncidence curieuse : c'était encore un comte Kevenhueler qui allait cette fois au-devant du prince Battenberg, pour lui annoncer que si l'armée bulgare avançait vers Belgrade, elle se heurterait aux baïonnettes autrichiennes. D'ailleurs, la responsabilité de l'Autriche dans la guerre serbo-bulgare de 1885 ressort des documents publiés dans le Livre jaune de cette époque. Elle, de même que la Russie, se sont refusées à faire des représentations à Belgrade, comme l'avait proposé M. de Freycinet⁹ pour empêcher une déclaration de guerre.

Sachant qu'une entente des peuples balkaniques mettrait une barrière à sa politique d'expansion économique et militaire, la diplomatie autrichienne s'est toujours arrangée de façon à la rendre impossible. On se rappelle peut-être encore le scandale sans nom fait par le gouvernement de Vienne, il y a deux ans, à la nouvelle de la conclusion d'une union douanière entre la Bulgarie et la Serbie. M. d'Aehrenthal a tout mis en œuvre pour forcer la Serbie à renoncer à cette union.

La politique autrichienne en Turquie s'inspirait de la même tactique : flatter le sultan comme elle avait flatté le roi Milan, entretenir l'anarchie intérieure et obtenir des concessions. Malgré son engagement de Muerzsteg de ne pas troubler le *statu-quo* elle a arraché la concession du chemin de fer de Sandjac et, quelques mois après, profitant des derniers événements en Turquie, alors que tout le

7 Il s'agit de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, conflit suscité par la rivalité croissante entre les impérialismes russe et japonais pour la domination en Extrême-Orient et le partage du nord-est la Chine (la Mandchourie). La débâcle militaire du tsarisme dans cette guerre accentua sa crise politique et précipita l'explosion révolutionnaire de 1905.

8 Comte Gyula Andrassy de Csik-Szentkirály (1823-1890), homme d'État hongrois, Ministre des Affaires étrangères de l'empire austro-hongrois de 1871 à 1879.

9 Charles de Freycinet, (1828-1923), homme d'État français, à plusieurs reprises président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en 1879-1880 et 1885-1886.

monde se félicitait des succès des jeunes Turcs, la diplomatie autrichienne proclamait l'annexion définitive de deux provinces.

L'Autriche ne s'arrêtera pas ici. Son appétit éveillé la portera à chercher de nouveaux succès, à étendre son influence et à maintenir l'Orient tributaire de son capital.

IV.

L'Autriche a trouvé un collaborateur complaisant en la personne du prince Ferdinand¹⁰. À première vue entre la Bulgarie proclamant son indépendance et annexant une province bulgare – la Roumélie orientale réunie à la Bulgarie, suite d'une révolution populaire – et l'Autriche-Hongrie annexant deux provinces, malgré la volonté de leur population, il n'y a aucune analogie. Tout homme qui admet que les peuples ont le droit de décider eux-mêmes de leur sort ne désapprouverait pas en principe l'acte de la Bulgarie. Pourtant si l'Europe a compris dans la même réprobation le jeune État balkanique et la veille monarchie des Habsbourg, c'est qu'elle a vu dans leurs actes le désir évident de nuire à la population turque.

La diplomatie autrichienne agissant ainsi se conformait aux traditions de sa politique ; la Bulgarie, au contraire, portait une atteinte à ses propres intérêts comme État et aux intérêts de la population bulgare en Turquie.

Il est clair que tout événement qui jetterait l'impopularité sur le nouveau régime en Turquie faciliterait l'œuvre de la réaction et par conséquent le retour de l'ancien ordre des choses avec toutes ses horreurs.

D'autre part la Bulgarie devrait apprendre, par les tristes expériences du passé, que c'est seulement dans une politique d'entente avec les autres États balkaniques – et la Turquie par conséquent – que se trouvent les garanties de son progrès économique et social.

Il fallait donc la voir à côté de la Turquie, de la Serbie et du Monténégro, protestant contre les empiétements de l'Autriche ou des autres puissances, et non pas avec ces dernières contre les peuples balkaniques. C'était l'attitude la plus conforme avec les intérêts bulgares malgré la maladresse commise par la Turquie dans l'affaire Gueschoff – maladresse que la Sublime Porte¹¹ elle-même avait déjà reconnue.

Par son acte irréflecti, la Bulgarie a beaucoup risqué sans gagner rien de positif. De fait elle était indépendante et considérée comme telle par toutes les puissances. Pour comprendre, dans ces conditions, la politique bulgare, il faut faire entrer en ligne de compte non seulement la vanité du prince Ferdinand, aspirant depuis longtemps à la couronne royale, mais encore le dépit éprouvé par les chauvins bulgares à la suite de la révolution turque : ils perdaient l'espoir de voir un jour la Macédoine annexée à la Bulgarie.

Le même dépit de voir la proie turque échapper entre pour un peu aussi dans la politique actuelle de la Serbie. Sans doute l'indignation des Serbes contre l'Autriche est des plus légitimes, mais les deux provinces étaient devenues autrichiennes depuis trente ans. Les changements survenus dernièrement, avec tout ce qu'ils avaient de mortifiant pour les Serbes, auront au moins pour conséquence la disparition de l'odieux régime exceptionnel, auquel étaient soumises jusqu'à présent Bosnie et Herzégovine. Appelées ainsi à une vie constitutionnelle, elles auront la possibilité de pouvoir évoluer vers un meilleur avenir.

10 Ferdinand Ier (1861-1948), prince de la maison de Saxe-Cobourg et Gotha, élu prince de Bulgarie en 1887. Prends le titre de tsar des Bulgares en 1908. Abdique en faveur de son fils en 1918.

11 Nom donné à la porte d'honneur monumentale du grand vizir à Constantinople et, par extension, nom donné au gouvernement du sultan de l'Empire ottoman.

Les Serbes de la Serbie et du Monténégro trouvèrent une bonne occasion de démontrer devant le monde civilisé la triste situation à laquelle l'Europe les avait réduits au fameux congrès de Berlin¹², en laissant toutes leurs communications avec le monde extérieur à la merci de leurs voisins.

Les responsables de cet état de choses, après l'Autriche et l'Allemagne, furent l'Angleterre et la Russie. Ce fut Lord Beaconsfield¹³ qui donna les deux provinces serbes à l'Autriche. La Russie ne protesta pas et pour cause : elle les avait déjà promises à l'empereur Franz Joseph par la convention secrète conclue à Reichstadt en 1876. Ce fait dénoncé pour la première fois en 1888 par [Bismarck](#), fut confirmé plus tard, et à plusieurs reprises, par des auteurs russes. Les auteurs serbes, de leur côté, citent souvent ces paroles que le plénipotentiaire russe au congrès de Berlin, le comte Schouvaloff, aurait dites aux délégués serbes quand ils se sont adressés à lui pour lui demander son concours : « *Adressez-vous au comte Andrassy : vous tombez dans la sphère d'influence de l'Autriche* ».

Aujourd'hui encore la diplomatie autrichienne, escomptant la complicité de la Russie, aurait fait des « demi-confidences » à M. Izlovski¹⁴ sur son projet de proclamer l'annexion définitive. En ce moment, le ministre russe, songeant sans doute que cet événement serait une belle occasion d'obtenir le libre passage des détroits pour la flotte de guerre russe, a prêté une oreille complaisante aux propos de son collègue autrichien.

C'est seulement sous l'influence de l'Angleterre et de l'opinion publique en Russie qu'il s'est vu forcé de changer d'attitude. Actuellement, pour la Russie, affaiblie après la guerre avec le Japon, la plus profitable des politiques serait encore de faire la désintéressée.

La seule grande puissance prenant ouvertement le parti de l'Autriche c'est l'Allemagne. Son chancelier de fer se vantait, de son vivant, de n'ouvrir jamais le courrier de Constantinople et de ne donner, pour la question d'Orient, les os d'un seul grenadier de Poméranie. Aujourd'hui l'Allemagne possède de puissants intérêts matériels en Turquie et, tout en soutenant son alliée l'Autriche, elle est forcée de faire assez bonne mine au jeu des jeunes-Turcs, tant que le pouvoir sera dans leurs mains.

On peut dire la même chose pour l'Italie qui, tout en demandant à mettre la main sur la Tripolitaine¹⁵, n'assumerait pas la responsabilité de provoquer l'ouverture de l'héritage turc. L'opinion italienne trouve déjà que le gouvernement italien est allé trop loin dans sa complaisance pour l'Autriche. Il ne reste donc que cette dernière que la Turquie libérale aurait dû craindre. Mais l'impérialisme autrichien a aussi un côté faible qui rend relativement facile la résistance qu'il faut lui opposer : il a grande crainte d'une guerre.

Les derniers événements - l'annexion de deux provinces - ont, en envenimant la lutte entre Allemands et Tchèques, provoqué la chute du ministère Beck. Combien plus considérables auraient été les conséquences d'une guerre que l'Autriche aurait faite contre les Slaves de la péninsule balkanique pour la conquête de la Macédoine !

Pourtant si quelque événement est capable de rejeter non seulement les tentatives d'Autriche, mais encore toute autre velléité de conquête, c'est incontestablement l'entente étroite entre tous les États balkaniques, y compris la Roumanie.

12 Assemblée diplomatique qui s'est tenue du 13 juin au 13 juillet 1878 entre des représentants des grandes puissances européennes. Il fut organisé à l'instigation du Royaume-Uni afin de préserver un Empire Ottoman affaibli face à l'appétit de ses rivaux impérialistes.

13 Il s'agit de Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield (1804-1881), homme d'État britannique, l'un des fondateurs du parti conservateur et Premier ministre en 1874-1880.

14 Izvolsky, Alexandre Pétrovitch (1856-1919), homme d'État et diplomate russe. Ministre des Affaires étrangères (1906-1910). Ambassadeur à Paris (1910-1910). Resté en France, il a soutenu l'intervention étrangère contre la Russie soviétique.

15 Région du nord-ouest de la Libye, conquise par l'Italie après la guerre italo-turque de 1911-1912.

Il faut espérer que les récents changements nous acheminent vers cette solution. Elle apparaîtra comme une des conséquences les plus heureuses de la révolution turque.

En effet, ce qui a empêché jusqu'à présent une entente balkanique ou, pour dire le mot, une confédération balkanique, c'est la lutte que se faisaient les peuples d'Orient autour de l'héritage turc. La consolidation de la Turquie rend cette querelle sans objet.

Ainsi, la seule garantie sérieuse et durable d'une paix en Orient c'est, d'un côté, la réforme intérieure sur les bases d'une égalité complète entre Turcs et chrétiens, et l'entente étroite, à l'extérieur, avec les États balkaniques.

C. Racovski.